

CORRIGE

Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2008

SCIENTES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Corrigé
Obligatoire ou Spécialité

Série : ES

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 7(+2 pour la spécialité)

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Éléments indicatifs de correction proposés sous la responsabilité des concepteurs à l'attention des commissions académiques d'entente des correcteurs.

DISSERTATION

Sujet : En quoi l'innovation est-elle un facteur de compétitivité ?

1- Thème / Sous-Thème : Croissance, capital et progrès technique
Internationalisation des échanges et mondialisation

2- Notions :

Programme : Accumulation du capital, progrès technique et croissance
Stratégies internationales des entreprises

Notions essentielles : Innovation, compétitivité, différenciation des produits.

Notions complémentaires :

Compétitivité prix/produit, innovation de procédé, de produit et organisationnelle, recherche et développement.

3- Indications complémentaires :

Indications complémentaires

• Accumulation du capital, progrès technique et croissance

L'investissement étant un maillon essentiel de la plupart des mécanismes qui engendrent la croissance, on en précisera les différents types et formes, de même que les diverses manières, pour l'entreprise, de le financer.

On s'attachera à expliciter la décision individuelle d'investissement, en insistant sur sa dimension temporelle et en introduisant, sans formalisme, les notions de rendement anticipé et d'actualisation. On analysera les rôles de la demande anticipée, de la réduction des coûts de production, du taux d'intérêt et du coût des différentes formes de financement. Pour analyser ce dernier point, on pourra s'appuyer sur les acquis du programme de première concernant la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie. Afin de saisir le phénomène de destruction créatrice, dans sa dimension économique de disparition - apparition de biens ou services et de secteurs d'activités, on discutera des liens entre investissement, progrès technique et obsolescence économique.

Cette dynamique sera également envisagée sous l'angle du changement social. En prenant un exemple significatif (l'industrialisation, la tertiarisation ou l'urbanisation), on insistera sur les rapports entre les phénomènes économiques, politiques et sociaux dont l'interaction détermine la dynamique du développement.

Indications complémentaires

• Commerce international, croissance et développement

On présentera la notion d'avantages comparatifs et on analysera la division internationale du travail qu'ils déterminent. On discutera des avantages mutuels de l'échange, puis des avantages et inconvénients respectifs du libre-échange et du protectionnisme ainsi que les types de politiques commerciales mises en oeuvre par les États, sans négliger leur dimension socio-politique. Des exemples seront pris dans l'histoire économique des nations les plus anciennement industrialisées et dans l'histoire économique récente des pays du Sud-Est asiatique. Il s'agira, en l'occurrence, de montrer la possibilité d'évolution de la division internationale du travail et de discuter ainsi du rôle des échanges internationaux dans les processus de croissance et de développement, c'est-à-dire de leur influence sur l'articulation entre gains de productivité et extension des marchés.

On soulignera que les avantages comparatifs peuvent être construits.

On soulignera l'importance du contexte (culturel, social, historique et géopolitique), des ressources (humaines et technologiques) dans la perspective de débattre de l'adéquation des objectifs et des stratégies adoptés, notamment dans les pays en développement. On discutera, à partir d'exemples, de l'impact de l'action d'organisations internationales telles le FMI et la Banque mondiale.

• Stratégies internationales des entreprises

On étudiera le rôle joué par les entreprises transnationales dans la division internationale du travail. On précisera, dans ce contexte, la notion de compétitivité et ses déterminants, en différenciant la compétitivité prix et les autres formes de compétitivité. Les raisons et les conséquences des investissements directs et des investissements de portefeuille seront présentées ainsi que les conditions dans lesquelles les entreprises transnationales mettent en concurrence territoires et États. On mettra en évidence l'existence de rivalités entre les principaux acteurs des échanges internationaux : pays, ensembles régionaux, firmes et groupes transnationaux qui cherchent à tirer parti, au mieux, des gains de l'échange international. Dans cette perspective, on pourra travailler sur le rôle de médiation et de régulation des institutions internationales et prendre l'exemple des divers "rounds" des négociations du GATT puis de l'OMC.

4- Attentes essentielles :

Idées importantes	<ul style="list-style-type: none"> - Expliquer en quoi l'innovation garantit la compétitivité globale des économies en distinguant compétitivité prix et produit. - Distinguer les différentes formes d'innovation et leurs effets sur la compétitivité. - Insister sur une politique active des pouvoirs publics en matière d'innovation afin de stimuler la compétitivité des économies. - L'innovation est devenue un enjeu majeur sur la scène internationale.
Mécanismes	<ul style="list-style-type: none"> - Liens entre innovation, productivité et compétitivité - Liens entre dépenses de recherche et développement et compétitivité
Savoir	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les formes d'innovations - Distinguer compétitivité prix et produit - Pôles de compétitivité
Savoir-Faire	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir le lien entre deux indicateurs économiques - Expliquer les mécanismes économiques. - Savoir lire, interpréter et utiliser des données chiffrées.

Articulation du sujet sur la thématique générale du programme

Le sujet met en relation deux thèmes du programme (croissance, capital et progrès technique et internationalisation des échanges et mondialisation) et deux notions essentielles (innovation et compétitivité).

Traiter de la stratégie internationale des firmes permet aux élèves d'avoir une connaissance partielle du sujet.

Analyse du dossier documentaire

	Idées essentielles à retenir
Document 1	<ul style="list-style-type: none"> - Le but de l'innovation réside majoritairement par une amélioration de la compétitivité structurelle. (remplacer les produits obsolètes, améliorer la qualité des produits, étendre la gamme des produits...) - L'entreprise innovante peut aussi chercher à réduire ses coûts et gagner en compétitivité prix.
Document 2	<ul style="list-style-type: none"> - Exemples des pôles de compétitivité dans le monde. - La complémentarité entre le privé et le public semble accélérer le processus d'innovation et favoriser la compétitivité des économies. - Ces pôles passent par des financements publics et privés. - Avance des Etats-Unis en matière de pôles de compétitivité (création et financement)
Document 3	<ul style="list-style-type: none"> - Comparaison des capacités d'innovation entre les Etats-Unis et l'Europe. - Volonté politique européenne pour dynamiser l'innovation autour de pôles de compétitivité. - A relier avec le document 2.

Document 4	<ul style="list-style-type: none"> - Plus la part des dépenses en R&D en % du PIB est forte, plus l'indice global de compétitivité est élevé (Suède, Finlande, Etats-Unis) - La France qui a la part des dépenses en R&D en % du PIB la plus faible a aussi l'indice global de compétitivité le plus faible. - Les dépenses de R&D sont donc nécessaires et doivent être encouragées pour stimuler l'innovation et la compétitivité. <p>(à relier avec les documents 2 et 3)</p>
Document 5	<ul style="list-style-type: none"> - Comparer les rythmes d'évolution de la productivité du travail et relier avec le document 4, <p>La Suède, la Finlande, les Etats-Unis et le Japon sont les pays qui connaissent l'évolution de la productivité la plus forte depuis 2000 (à la différence de la zone euro) et qui disposent à la fois de la part des dépenses en R&D en % du PIB et de l'indice global de compétitivité les plus élevés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accélération de la productivité du travail permet aussi de gagner en compétitivité prix.
Document 6	<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer les effets des innovations radicales et incrémentales sur la compétitivité des économies. - Souligner le retard de l'Europe et de la France en matière d'innovation radicales par rapport au Japon et aux Etats-Unis. (à relier par rapport aux documents 2, 3, 4 et 5).

Plan détaillé

I : L'innovation est un facteur de compétitivité...

A : L'innovation améliore la compétitivité prix ...

1/ Les innovations de procédés et organisationnelles comme par exemple, l'application des nouvelles méthodes de production japonaises dans les entreprises à partir des années 80 a permis de baisser les coûts de production et de gagner en compétitivité coûts et prix.

2/ Elles permettent aussi d'accroître la productivité du travail. Créer plus de richesses en moins de temps entraîne la réalisation d'économies d'échelle, la baisse du coût total unitaire et la baisse des prix d'où une meilleure compétitivité prix sur les marchés nationaux et internationaux.

3/ D'ailleurs les Etats-Unis, la Suède, la Finlande, et le Japon connaissent un rythme de croissance de la productivité du travail plus élevé par rapport à la zone euro et un indice global de compétitivité plus fort.(documents 4 et 5).

B : ...et la compétitivité structurelle.

1/ Les objectifs principaux de l'innovation reposent toutefois sur la recherche d'une amélioration de la compétitivité structurelle. En effet, en 2001, 58 % des entreprises innovantes en France visent à étendre la gamme de leurs produits et 56% à améliorer la qualité des produits existants,(document 1).

2/ L'innovation de produit est donc essentielle pour se positionner sur les marchés mondiaux concurrentiels et passe par des efforts en matière de recherche et développement. De plus il est préférable que cette innovation de produit soit une innovation radicale ou de rupture pour se trouver dans une position de leader sur les marchés mondiaux, (document 6).

3/ L'innovation organisationnelle peut aussi avoir pour objectif la qualité totale comme ce fût le cas avec l'application du toyotisme dans les entreprises et contribuer à accroître la compétitivité structurelle.

II : ...qui doit être sans cesse stimulée pour faire face à l'impératif de compétitivité.

A : Favoriser les dépenses de R&D...

1/ Ce sont les économies d'Europe du Nord (Suède, Finlande), les Etats-Unis et le Japon qui consacrent la part la plus élevée en matière de R&D en % du PIB en 2004.

2/ Or plus les dépenses de R&D en % du PIB sont fortes et plus l'indice global de compétitivité est élevé, (document 4).

3/ La recherche fondamentale et appliquée doivent entraîner plus d'innovations de rupture et garantir une meilleure compétitivité,(document 6).

B...par une politique active de coopération des acteurs économiques.

1/ Volonté politique européenne avec la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne, (document 3)...pour s'imposer sur la scène mondiale

2/...nécessite une coopération entre les acteurs publics et privés.

Par exemple pour renforcer la compétitivité de ses entreprises, les pouvoirs publics français ont souhaité rapprocher les acteurs publics et privés de l'innovation c'est à dire rassembler sur un territoire donné les compétences des unités publiques et privées de recherche, des centres de formation et le savoir-faire des entreprises.

Chercheurs et entrepreneurs sont mobilisés, dans le cadre d'une coopération public/privé, sur des projets nouveaux, porteurs d'innovation de rupture, qui doivent permettre aux entreprises impliquées de prendre des positions de leader ; avec la participation financières de l'Etat, des collectivités locales, de l'Europe et des entreprises, (documents 2 et 3)...

3/ ...ce qui donne naissance aux pôles de compétitivité conformément au modèle américain de la Silicon Valley, (document 2).

Éléments indicatifs de correction proposés sous la responsabilité des concepteurs à l'attention des commissions académiques d'entente des correcteurs.

Question de synthèse

Sujet : Après avoir montré que la mondialisation favorise l'uniformisation culturelle, vous mettrez en évidence les limites de cette relation.

1- Thème du programme : Internationalisation des échanges et mondialisation
Sous-thème : Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation

2- Notions :

[colonne 1] Mondialisation, évolutions sociales et culturelles, régulation

[colonne 2] Acculturation, différenciation culturelle

[colonne 3] Normes sociales, normes environnementales

3- Indications complémentaires

Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation

On analysera les relations complexes que les entreprises transnationales entretiennent avec les pays, États et sociétés dans lesquels elles déploient leurs activités en discutant, d'une part, des changements sociaux induits, d'autre part, des difficultés de régulation.

On s'interrogera sur les effets contrastés que l'internationalisation des échanges peut avoir sur les inégalités et avantages sociaux. On débatera de la complexité des influences exercées par les processus d'intégration internationale sur les comportements et les possibilités de consommation, en soulignant qu'ils peuvent tout autant constituer un facteur de différenciation, que déterminer des tendances à l'uniformisation à travers la diffusion de modèles culturels dominants. On analysera la diversité des conflits et les réactions de rejet et acculturations qui peuvent en résulter.

On mettra en évidence les effets induits par la mondialisation dans les modes de régulation de l'économie et de la société ainsi que dans la distribution des rôles entre États et marchés.

On montrera que de nouvelles formes de coordination et d'institutionnalisation émergent au niveau international (action internationale des syndicats, des autres ONG, des institutions internationales).

On discutera des questions suscitées par des propositions d'édicter des normes sociales et environnementales applicables à l'échelle mondiale.

4- Attentes essentielles :

[1- idées importantes]	Mondialisation, acculturation, uniformisation culturelle, différenciation culturelle.
[2- mécanismes]	La mondialisation génère un double mouvement, d'uniformisation culturelle et de différenciation culturelle.
[3- savoir]	- L'uniformisation culturelle peut prendre la forme d'un développement de la culture occidentale à l'échelle de la planète, mais aussi d'une réinterprétation des éléments d'une autre culture (acculturation). - La différenciation culturelle se manifeste par la coexistence de cultures différentes (multiculturalisme) par la renaissance de particularismes régionaux et de revendications nationalistes.
[4- savoir-faire]	Passer d'un indice à un taux de croissance, et d'un taux de croissance (ou d'un indice) à un coefficient multiplicateur. La calculatrice n'est pas nécessaire.

Travail préparatoire

QUESTION 1

Le taux de croissance des implantations d'hypermarchés Carrefour, en Asie, sur la période 1999-2006, peut se déduire à partir de l'indice donné dans le tableau (doc 1) $256,1 - 100 = 156,1\%$

De 1999 à 2006, les implantations d'hypermarchés Carrefour en Asie ont augmentées de 156,1%.

QUESTION 2

Le coefficient multiplicateur peut ici se déduire :

- soit du taux de croissance : 156,1% correspond à un coefficient multiplicateur de 2,561
- soit de l'indice donné dans le tableau (doc1) $256,1 : 100 = 2,561$

De 1999 à 2006, les implantations d'hypermarchés Carrefour, en Asie ont été multipliées par 2,561.

QUESTION 3

La mondialisation des produits peut, en effet, conduire à une acculturation (au sens strict : processus par lequel un groupe humain adopte, en les réinterprétant, les éléments d'une autre culture en abandonnant, partiellement ou totalement, ceux de sa propre culture).

Le document 2 évoque la « coca colonisation », c'est-à-dire la production et la consommation à l'échelle de la planète, de Coca-Cola, mais aussi, au-delà, de produits de fabrication industrielle. Que ce soit dans les domaines alimentaire (Mac Donald's), vestimentaire (Nike), culturel (Disney)... de nombreux exemples montrent qu'aujourd'hui les populations ont plutôt tendance à consommer des produits fabriqués industriellement à grande échelle, au détriment des produits locaux.

QUESTION 4

La phrase soulignée évoque le double mouvement généré par la mondialisation :

- uniformisation culturelle qui peut faire croire à une réduction des inégalités entre pays puisque les mêmes produits sont consommés partout dans le monde.
- différenciation culturelle, soit sous forme de coexistence de cultures différentes au sein d'une même société (multiculturalisme), soit sous forme de résistance, plus ou moins violente à l'homogénéisation (nationalisme, intégrisme religieux).

QUESTION 5

Un produit diffusé mondialement ne perd pas pour autant sa spécificité culturelle.

Le document 3 évoque le cas des produits standardisés dont on achète « l'image », au-delà du produit lui-même. Ainsi, regarder des films américains permet de s'identifier au mode de vie américain. Manger dans un restaurant chinois, à Paris, permet de découvrir, à travers la cuisine, une autre culture.

QUESTION 6

La tendance à l'uniformisation culturelle n'a pas forcément anéanti les cultures locales, bien au contraire, elle a suscité et réactivé des réactions, des revendications identitaires qui ont pris des formes diverses selon les pays.

On assiste ainsi à des revendications régionales au sein des pays européens : Bretagne, Corse, Pays Basque ; au développement des « produits du terroir » ; à des manifestations régionales :

foires, carnivals... ; à la revendication « d'exceptions culturelles » concernant l'industrie du cinéma ou de la chanson.

Certains pays ont vu se développer une revendication identitaire qui a pris la forme d'un nationalisme revendiqué ou encore d'un intégrisme religieux (pays islamiques).

Question de synthèse

- I. La mondialisation favorise l'uniformisation culturelle...
 1. ...par la diffusion du modèle occidental... (Questions 1 ; 2 et 4)
 2. ... et grâce au processus d'acculturation. (Question 3)
- II. ... mais aussi la différenciation culturelle...
 1. ... qui peut prendre la forme du multiculturalisme... (Questions 4 et 6)
 2. ...ou du repli identitaire sous des formes revendicatives (exception culturelle), voire violentes (nationalisme, intégrisme). (Questions 4 ; 5 et 6)

DISSERTATION

Sujet : En quoi l'innovation est-elle un facteur de compétitivité ?

Légende

- A : Bonne maîtrise
- B : Globalement correct mais des imperfections mineures
- C : Compréhension très médiocre, paraphrase
- D : Erreur ou contresens majeurs
- E : Non utilisé = non vérifiable

La signification de A, B, C, est spécifiée sous la compétence mesurée, D et E ont toujours le même sens.

Inscrire dans les cases le nombre de copies en fonction du degré de maîtrise

Niveau de maîtrise :	A	B	C	D	E
Notion : Innovation					
A : 1/ Distinguer les formes d'innovations 2/ Stimulation de l'innovation par les pouvoirs publics 3/ Constat d'écart entre pays en matière d'innovation					
B : Eléments de réponse 1 et 3 C : Point 1 seulement					
Savoir-faire : Capacité à établir des liens entre deux documents (documents 4 et 5)					
A : 1/ « Plus la part des dépenses en R&D est forte, plus l'indice global de compétitivité (IGC) est élevé » (doc 4) 2/ Ce sont les pays qui disposent des dépenses de R&D les plus fortes et de l'IGC le plus élevé qui connaissent une évolution plus rapide de la productivité du travail (docs 4 et 5) B : Constat 1 seulement					
Mécanisme : Conséquences de l'innovation sur la compétitivité					
A : 1/ innovations de procédés agissent sur la productivité et stimulent la compétitivité prix 2/ innovations organisationnelles agissent sur la productivité et la qualité du travail 3/ innovations de produit influencent la compétitivité structurelle 4/ innovations doivent être soutenues par l'action des acteurs économiques pour faire face aux impératifs de compétitivité					
B : 3 éléments de réponse sur 4 C : Un seul élément					

Niveau de maîtrise	A	B	C	D	E
Notion : Uniformisation culturelle					
A : 1. Diffusion de modèles culturels dominants : occidentalisation et américanisation 2. Réinterprétation des éléments d'autres cultures par le processus d'acculturation B : Les deux éléments sont présents, mais ne sont pas illustrés d'exemples, ou alors sont illustrés d'exemples pris dans les documents. C : Un seul élément présent					
Savoir-faire : Capacité à passer d'un indice à un taux de croissance (Q1) et d'un indice à un coefficient multiplicateur (Q2)					
A : 1/ « De 1999 à 2006, les implantations d'hypermarchés Carrefour, en Asie, ont augmenté de (256,1 – 100 =) 156,1 % » et 2/ « De 1999 à 2006, les implantations d'hypermarchés Carrefour, en Europe, ont été multipliées par (125,4 : 100 =) 1,254 »					
B : Chiffres corrects mais phrases incomplètes C : Chiffres corrects mais phrases incorrectes D : Erreur dans les chiffres E : non réponse					
Mécanisme : La mondialisation génère des processus de différenciation culturelle					
A : Les réactions à la mondialisation peuvent prendre des formes plus ou moins revendicatives ou violentes 1. Multiculturalisme 2. Exceptions culturelles 3. Nationalisme, voire intégrisme. B : 2 éléments de réponse sur 3 C : 1 seul élément.					

Proposition de corrigé pour le sujet A de spécialité.

Thème : Lien social et intégration ; intégration et solidarité chez Emile Durkheim.

Notions :

1^{ère} colonne : intégration, solidarité.

Concepts : fait social, division du travail social, solidarité mécanique, solidarité organique, anomie, conscience collective.

Actualité et prolongements : cohésion sociale, exclusion sociale, intégration par le travail.

Indications complémentaires :

Lien social et intégration

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Intégration et solidarité" Emile Durkheim	Fait social, division du travail social, solidarité mécanique, solidarité organique, anomie, conscience collective	Cohésion sociale, exclusion sociale, intégration par le travail

Indications complémentaires

On retiendra de Durkheim l'idée d'une division sociale du travail qui unit les individus dans des domaines aussi divers que l'économie, la famille, la politique. On présentera pour cela les deux grandes formes de solidarité, "mécanique" et "organique", les mécanismes qui expliquent le passage de l'une à l'autre et les moyens de les repérer. On insistera, à ce propos, sur l'importance du droit. On précisera les différentes situations dans lesquelles la division du travail selon Durkheim cesse d'engendrer de la solidarité. On soulignera l'importance des groupes intermédiaires qui permettent de limiter

la division du travail anémique en définissant des règles et en contenant ainsi les égoïsmes individuels.

L'actualité des analyses de Durkheim et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur la relation entre l'intégration et le travail comme dimension majeure du lien social. On remarquera l'importance d'un contexte caractérisé par un chômage durable et une mise en question du salariat. On pourra également s'interroger sur le maintien, voire le renforcement des formes de solidarité mécaniques dans les sociétés contemporaines.

Attentes essentielles :

Idées importantes :	Le fait social continue à influencer les comportements individuels, mais la façon dont le fait social joue peut se transformer avec la société.
Mécanismes :	Comment le fait social influence les comportements des individus.
Savoir :	Ce qu'est un fait social, et être capable d'en analyser les transformations.

Etude du dossier documentaire

Document 1 :

Ce document très classique revient sur ce que Durkheim entend par fait social. Pas de commentaires nécessaires.

Document 2 :

Le document propose d'exposer deux faits sociaux différents à partir d'un même objet : le tatouage. Autant dans les sociétés traditionnelles la solidarité mécanique joue à plein et le tatouage exprime clairement cette solidarité. Dans les sociétés contemporaines, le tatouage semble détaché de considérations sociales, et semble n'être qu'un acte individuel. En ce sens, il n'apparaît plus comme un fait social.

Proposition de corrigé pour les questions du sujet A :

1. Biographie d'Emile Durkheim correcte : 1 pt.

Un fait social se caractérise par le fait que les actions des individus leur sont imposées (2 pts pour cette idée d'imposition) par la société (2pts) au cours du processus de socialisation (2 pts).

Si l'élève justifie sa réponse à partir du document, on lui donne le dernier point manquant.

2. Pour chaque exemple, s'il est correctement justifié, on donne 3 points. Mais si l'exemple est mal justifié, on lui attribuera moins de points, en fonction de la qualité de la réponse (donc 1 ou 2 pts)

3. Le tatouage peut-être considéré comme un fait social dans les sociétés traditionnelles, puisqu'il s'impose aux individus sans que ceux-ci l'aient choisi (1 pt). C'est le groupe qui s'impose à l'individu (1 pt). Il est le symbole ici de la solidarité mécanique (1 pt)

Dans les sociétés contemporaines, le tatouage semble remplir une autre fonction, plus individuelle, puisqu'il s'agit d'une « décision personnelle » (1 pt). Il est le symbole de la différence, et marque la volonté de se détacher du groupe (1 pt). Bref, il est le symbole de la solidarité organique (1 pt).

ENSEIGNEMENT DE SPECIALITE – SUJET B

Instructions officielles

Notions colonne 2 du programme : Demande effective, taux de salaire réel et nominal, chômage involontaire

Indications complémentaires :

La mise en perspective historique des travaux de Keynes permettra de rappeler aux élèves que la gravité des crises dans l'entre-deux guerres a activé des recherches qui conduisent à souligner l'instabilité de la croissance et le risque de stagnation, en opposition aux thèses libérales de l'époque. On montrera que, dans ce contexte historique, l'analyse de l'équilibre de sous-emploi proposée par Keynes représente un renouvellement théorique majeur. On s'interrogera sur la nature et la portée de la critique keynésienne de l'économie "classique". A cet effet, les notions de chômage involontaire, de salaire réel et nominal seront examinées. On montrera que la problématique keynésienne inverse l'approche traditionnelle du fonctionnement de l'économie par la place qu'elle accorde à la demande effective. On amènera les élèves à repérer comment et dans quelles conditions une action de stimulation de la demande effective peut agir sur la réduction du chômage. On pourra s'interroger sur les limites qu'impose à l'analyse le fait de s'en tenir à une problématique dite de courte période qui minore l'importance des conditions d'offre.

L'actualité des analyses de Keynes et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur le niveau et les formes actuelles du chômage dans les pays développés. La discussion portera sur l'influence de la demande globale et donc des revenus disponibles, notamment salariaux, sur l'activité, sans négliger le fait que les salaires sont à la fois un revenu et un coût.

Éléments de corrigé :

QUESTION 1

Chez Keynes, la demande effective est un concept essentiel qui sert à déterminer le niveau d'emploi. Pour lutter contre le chômage, il faut relancer la demande effective en créant du pouvoir d'achat. Pour cela, il faut stimuler la demande de biens d'investissement par la baisse des taux d'intérêt (cela décourage l'épargne et facilite le financement des investissements). Mais il faut aussi stimuler la demande de biens de consommation, en augmentant les bas salaires ayant une forte propension à consommer. La demande anticipée (d'investissement et de biens de consommation) a donc un rôle moteur sur la production et donc sur l'emploi.

QUESTION 2

Keynes s'oppose aux économistes « classiques » pour qui le salaire détermine le niveau d'emploi. Pour ces derniers, c'est donc la flexibilité des prix (salaires) qui permet un retour au plein emploi en cas de déséquilibre sur le marché du travail. Or, pour Keynes, c'est justement le volume de l'emploi qui détermine le salaire réel. Keynes critique la théorie néoclassique pour qui le salaire réel résulte de la confrontation de l'offre et de la demande de travail. Les salaires réels dépendent en effet du niveau des prix qui, dans la théorie néoclassique sont eux-mêmes fonction du coût marginal de production, lequel n'est connu qu'une fois la production réalisée. Le niveau des salaires réels ne peut donc pas se fixer sur le marché du travail et ne peut donc pas être un déterminant du niveau d'emploi.

QUESTION 3

Toutes les mesures prises (allègement des charges, défiscalisation des heures supplémentaires) visant à inciter les entreprises à investir plus et les ménages à consommer plus, peuvent être qualifiées de keynésiennes. Ces mesures visent en effet à relancer la demande effective, et donc, l'emploi.